

100 F L'EXclusif

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES - SIÈGE SOCIAL: CITÉ MAME DIOR
ÉDITEUR: JUSTIN NDOYE-TÉL: 33 878 19 58 / 76 726 04 31 - N°256- MERCREDI 21 AOÛT 2019

RÉUNIONS SECRÈTES CONTRE LES «WADE»

Que mijotent Oumar Sarr et Amadou Sall?



IPRES- MAUVAISE GESTION, DÉTOURNEMENT DE 400 MILLIONS, SITUATION DE DÉTRESSE

LA TÊTE DU DG MISE À PRIX



- L'audit de la boîte et la démission du directeur exigés
- «Mamadou Sy Mbengue use et abuse de ses relations avec le couple présidentiel surtout la première dame qui lui garantit protection et impunité»
- «Pour la première fois dans l'histoire du Sénégal, les retraités marchent»

TABASKICRISE- BARRICADE DES PONTES DU RÉGIME



Le «duo» qui a sauvé les dakarois



- Alors que présidents d'institution, ministres, députés et autres privilégiés ont fait preuve de refus de partage laissant militants et «goorgoorlous» à la merci de la crise et de la dèche, Cheikh Bâ et Mame Boye Diao ont surgi pour aider, appuyer et assister

QUE PRÉPARENT OUMAR SARR ET CONNIVENTS ?

Série de réunions secrètes chez Me Amadou Sall qui amorcerait une “bombe” sur la tête des Wade

Depuis que le Président Abdoulaye Wade a publié son nouveau Secrétariat national, l'on sait que tout va de mal en pis au sein du Parti Démocratique Sénégalais. D'un côté, il y a le fait qu'Oumar Sarr a été écarté et de l'autre côté la décision formalisée de leaders politiques libéraux choisis de renoncer aux fonctions auxquelles ils ont été assignés dans le nouvel organigramme. C'est notamment le cas de Me Amadou Sall, Babacar Gaye et Aly Nar Ndiaye. Seulement les choses continuent d'évoluer dans le mauvais sens et l'on va droit vers une rébellion qui sera dirigée par des pontes de ladite formation politique. Dakaractu est, en effet, en mesure de vous informer de la tenue de réunions secrètes déroulées chez Me Amadou Sall aux Mamelles. Dans ces rencontres, il y'a Oumar Sarr qui semblaient battre ses cartes à travers des entretiens confidentiels avec des membres du Pds et représentants de structures, mais encore au cours d'audiences plus ou moins élargies. Notre source confie qu'une décision ultra-importante serait en instance d'être prise et poursuit la même source, " elle pourrait constituer un coup de tonnerre sur la tête des Wade. " D'ailleurs, une conférence sera organisée incessamment à cet effet. Affaire à suivre...

COMMISSARIAT DES PARCELLES ASSAINIES

Bara Sangharé a passé le témoin à son collègue Daouda Mbodj

Le commissaire Bara Sangharé vient de céder le relais à son successeur, Daouda Mbodj. Lequel a été le chef de la police de Médina. La cérémonie de passation de service a eu lieu au Commissariat de l'arrondissement des Parcelles Assainies ce mardi 20 août 2019 entre 11 heures et midi. Une cérémonie qui s'est déroulée devant des autorités de la Police nationale, le maire de la localité Moussa Sy, entre autres. Il faut relever que cette rencontre s'est passée à huis clos, dans le bureau du commissaire. Mais, à l'issue de cette rencontre, les agents ont offert des cadeaux d'adieu au désormais ex-patron de la police des Parcelles Assainies.

DÉSENCOMBREMENT

Des responsables Apr contrôlaient «underco- ver» des...cantines à LSS

On comprend maintenant pourquoi le déguerpissement du parking du stade

Léopold Sédar Senghor, initié par le ministre Abdou Karim Fofana, fait autant de bruit. Nos radars et antennes sensibles vous révèlent une pépite : des responsables de l'Apr contrôlaient undercover des...cantines aux alentours du stade.

Un business bien juteux «brisé » par leur «frère » de parti qui ne fait qu'appliquer à la lettre les instructions du président de la République Macky Sall. Des détails dans nos prochaines livraisons.

MEURTRE DE MAFATIM MBAYE

La version de El Capo

Le policier El Capo nie toute implication dans la mort du jeune boulanger Mafatim Amar Mbaye, tué à Thiès vendredi dernier lors d'une patrouille. Selon la Rfm, dans un enregistrement vocal qui a été posté sur Whatsapp et qui lui est attribué, l'homme jure sur tous les dieux qu'il n'a rien à voir avec cette affaire. Selon eux, la conversation semble se passer dans un groupe Whatsapp entre des policiers. «D'emblée, Makha Diop, alias El Capo présente des excuses à ses collègues sur le ton qu'il a utilisé en s'exprimant. El Capo nie les faits et dit ne pas être au courant de cette affaire et révèle qu'il n'était même pas sur les lieux. Tout de même, il accepte la volonté divine », rapporte la Rfm.

"Il a surtout regretté le malentendu qu'il a eu avec le Capitaine Mbengue. Dans cet audio de 13 minutes 05 secondes, il affirme que le capitaine Mbengue a eu raison sur lui. Car, il l'avait prévenu en lui disant que Thiès est une ville à problèmes. Donc, il n'était pas question de créer une Brigade de Recherche", précise la même source.

El Capo se dit toujours engagé à lutter contre les délinquants et trafiquants. Il déclare n'avoir pas peur et que s'il y avait sept policiers comme lui, la délinquance serait un mauvais souvenir. Makha Diop termine en disant qu'il est toujours prêt à respecter le serment de la Police et à se donner corps et âme quoi qui puisse lui arriver.

DAKAR

44% des véhicules rou- lent sans visite technique

A Dakar, 44% des véhicules immatriculés roulent sans visite technique en bonne et due forme. C'est ce qu'a révélé le directeur des transports routier, Cheikh Oumar Guèye, au micro de Zik Fm, après avoir été interpellé sur les nombreux cas d'accidents notés ces derniers jours sur les routes du pays.

«Nous avons un taux de fréquentation de 56%. Cela veut dire qu'il y a 44% des véhicules immatriculés à Dakar qui circulent, soit avec de faux papiers, soit avec des justificatifs sans contrôle technique», a-t-il révélé.

Cheikh Oumar Guèye estime que ces véhicules ne sont pas «du tout en règle». Pour lui, «il faut un changement de comportement mais également un renforcement de contrôle et des sanctions à l'endroit des fautifs». Ce, pour «réduire» le nombre d'acci-

dents de la route.

Chadia Vs Titi, qui copie qui?

Lors de sa soirée ce samedi au grand théâtre, Titi est apparue vêtue d'une somptueuse robe ornée de fleurs et de strass. Une coupe sirène de couleur rose, portée juste à la fin de l'événement.

Une robe qui fait le buzz sur les réseaux sociaux car elle offrait un sentiment de "déjà vu" aux téléspectateurs et internautes.

En effet la chanteuse Chadia est apparue récemment vêtue d'une robe pareille lors d'une de ses prestations. Simple coïncidence ou s'agit-il de la même tenue?

Quoi qu'il en soit selon nos informations, elles n'ont pas été habillées par les mêmes stylistes. Dès lors on se demande entre Titi et Chadia, qui copie qui? Et surtout à qui cette robe va le mieux?

INCINÉRATION EN ALLEMAGNE

Mariama Camara n'est pas Sénégalaise

Mariama Camara, la dame dont le corps a été incinéré en Allemagne, n'est pas une Sénégalaise mais plutôt une Guinéenne. Contrairement aux informations relayées suite à l'événement. Des éclaircissements donnés par Thiendou Cissé, Président de l'association sénégalaise de Bavière. Contacté par E-Média, il révèle que Mariama Camara est venue en Allemagne par l'entremise de son frère. Un Guinéen qui serait un « sans-papier ».

Par peur d'être refoulé dans son pays d'origine, ce dernier a préféré ne pas contacter les autorités pour le rapatriement du corps. Ce, après le décès de sa sœur des suites d'un cancer des poumons. Alors, conformément à la législation allemande, au bout de trois semaines, en l'absence de démarche entreprise par ses proches, le corps de Mariama Camara a finalement été incinéré.

RÉSULTATS DE L'AUTOP- SIE D'AMAR MA- FATIM MBAYE THIAM

Traumatisme cervico facial avec fractures multiples et Hémorragie interne et externe de grande abondance

C'est fait! Les résultats de l'autopsie pour déterminer les causes du décès du fils de Lazaret, Amar Mafatim Mbaye Thiam viennent de tomber. En effet, le défunt a subi un traumatisme cervico-facial avec fractures multiples et une hémorragie interne et externe de grande abondance. Ce qui porterait à croire à la thèse de l'accident brandie par certains. Le fils de Lazaret serait tombé de sa moto «jarkarta».

Ainsi, ces informations de taille lèvent

un coin du voile sur la vraie cause du décès du père de quatre enfants et dont la dame en grossesse très avancée attend un cinquième enfant. Toutefois, une enquête sera certainement ouverte pour déterminer les causes de l'accident afin que justice soit faite.

KAOLACK

Amadou Dieng se jette dans un puits et meurt sur le coup

Les habitants du village de Darou Ndiaye (département de Kaolack) sont dans l'émoi et la consternation. En effet, un cas de suicide sans précédent vient de se produire dans cette localité.

Âgé de 40 ans, Amadou Dieng s'est jeté dans un puits, à la suite d'une dispute avec un des membres de sa famille. Son corps a été finalement repêché par les sapeurs pompiers et déposé à la morgue de l'hôpital El Hadj Ibrahima Niass de Kaolack. La police a ouvert une enquête pour élucider cette affaire...

DÉLABREMENT DU PONT DE DIOULOULOU

Les populations redoutent un “cas Emile Badiane” et alertent

L'état de délabrement du pont de Diouloulou, dans le département de Bignona inquiète les populations. Les habitants de cette localité sud interpellent l'Etat pour que l'ouvrage soit réhabilité, sans quoi une catastrophe est à redouter à tout moment. Doudou Ka, porte-parole des jeunes et populations de Diouloulou parle de délabrement très avancé du pont de Diouloulou. A Bignona, les populations alertent, pour éviter le pire.

« Nous sommes impactés directement parce que le pont de Diouloulou c'est comme le cordon ombilical entre notre localité et le reste de la Casamance. Et vous voyez qu'on est dans une zone frontalière avec la Gambie, cela dit qu'aujourd'hui que les échanges commerciaux entre le Sénégal et la Gambie sont des échanges énormes et très intéressants.

Aujourd'hui, l'on constate que nos autorités ne portent pas le combat, donc c'est à nous les jeunes de dénoncer cela », a déclaré le porte-parole des jeunes et populations. Et de poursuivre : « si le pont de Diouloulou est négligé, cela risque d'impacter économiquement le Sénégal. Donc ce pont doit être refait. Nous avons tous suivi l'incident au niveau du pont Emile Badiane et aujourd'hui on ne voudrait pas qu'il y ait un deuxième pont Emile Badiane au niveau de Diouloulou et tous ses ponts là méritent d'être réhabilités », avertit M. Ka.

FRANCE

Trois jeunes Sénégalais condamnés pour vol de voiture

Arrêtés à hauteur de Saint-Martin-Belle-Roche sur l'A6 par le peloton motorisé de Charnay-lès-Mâcon, trois compagnons d'infortune, de nationalité sénégalaise, étaient à la barre du tribunal correctionnel de Mâcon, vendredi dernier, pour des faits de vol de voiture et infractions routières. Ils ont été condamnés à des peines de 3 à 18 mois de prison ferme. Selon lejsl.com, l'affaire commence le mercredi précédent dans une station BP de l'Yonne où le montant de 30 € de carburant et l'achat de deux sandwiches n'est pas réglé. Le trio est pris en chasse près de Pouilly-en-Auxois par les gendarmes de l'Escadron départemental de sécurité routière (Edsr) de la Côte d'Or, la voiture roulant à plus de 180 km/h.

LES MIS EN CAUSE ARRÊTÉS AVEC L'AIDE D'UN HÉLICOPTÈRE

La situation s'envenime à Chalon-sur-Saône. Malgré des injonctions à s'arrêter par les forces de l'ordre, les Sénégalais, vivant à Paris, poursuivent leur route, quitte à doubler par la droite, à rouler à contresens sur les voies de péage à Chalon Sud et manquer de renverser un militaire. Hélicoptère en renfort, la Mercedes est finalement stoppée à hauteur de



Saint-Martin-Belle-Roche sur la bande d'arrêt d'urgence. "L'arrestation a été spectaculaire", a signalé le ministère public. Des deux gendarmes, l'un s'est lancé à la poursuite de celui qui s'enfuyait à pied. Après plusieurs centaines de mètres de course en véritable sprint, l'homme a été maîtrisé et arrêté "manu militari". Placés en garde à vue, les trois prévenus ont fait l'objet de dépistage toxi-

cologique, qui s'est avéré positif pour le conducteur.

AU-DELÀ DES FAITS REPROCHÉS, LE DRAME D'UNE COURSE FOLLE

À l'audience, les prévenus sont apparus éteints et confus, même si chacun

a répondu aux questions. Au-delà des faits reprochés, c'est le contexte dramatique de cette course folle qui se détache. Un des prévenus venait de perdre son fils, âgé de 18 ans, quand il a décidé de se rendre à ses obsèques à Clermont-Ferrand, destination finale dudit trajet. Les deux autres compagnons étaient présents pour soutenir leur ami dans cette épreuve. L'un d'entre eux a été reconnu comme étant le conducteur et donc responsable des infractions routières. Les points communs des trois Sénégalais sont nombreux : même origine, casier judiciaire chargé (38 mentions pour un des prévenus), en récidive légale et sous traitement pour résoudre leur problème d'addiction aux stupéfiants.

"J'AURAIS PRIS N'IMPORTE QUOI POUR REJOINDRE MON FILS"

Si le tribunal a tenté de comprendre le déroulé et l'organisation du trajet, la confusion a régné entre mauvaise foi, parfois, et tristesse du contexte, souvent. Le trio a nié savoir que le véhicule était volé. "Je n'ai pas pensé à connaître l'origine de la Mercedes quand je l'ai demandé à une connaissance de mon quartier, a insisté le père de famille endeuillé. J'aurais pris n'importe quoi pour rejoindre mon fils." Les trois compagnons ont aussi soutenu la présence d'une quatrième personne, conductrice du trajet fou. "Mais où est-elle passée ?", a interrogé la présidente. Sans connaître le fin mot de l'histoire, le tribunal a dû délibérer. Deux prévenus ont écopé de trois mois de prison ferme sans être incarcérés. En revanche, Mamadou Ndiaye a été condamné à 18 mois de prison ferme et placé sous mandat de dépôt.

Seneweb

B.Seck

QUESTEKKI 160 DU MARDI 20 AOUT 2019

Mamadou Lamine Diallo le régime de «Maatey»



Dossier Ressources naturelles : Sous tous les cieux, la gouvernance familiale du gaz s'appuie toujours sur des forces de répression qui agissent hors-la loi «L'affaire du commissaire Sangharé des Parcelles Assainies ne fait que nous rappeler les violations systématiques de la loi par le Président Macky Sall. Le plus cocasse, il ne faut jamais l'oublier, il a forcé un bureau de vote à Fatick en 2002 pour voter sans carte d'identité. En 2012, il a signé un décret pour donner les blocs de St Louis à Pétrotim en sachant pertinemment qu'il violait la loi. Que nous réserve-t-il en 2022 ?

Quant à Aly Ngouille Ndiaye, il a inventé des capacités financières et techniques à Petroasia société mère de Pétrotim, née le 6 mars 2012 après sa fille, Pétrotim, créée le 19 janvier 2012. Sa gestion du processus électoral est truffée de violations répétées de

la loi, à titre d'exemple, un télégramme concocté le jour du vote de la présidentielle 2019 pour changer les conditions de vote.

Dans ce régime de « Maatey », on arrête à tour de bras les honorables citoyens pour semer la terreur. L'objectif est l'instauration d'un émirat gazier de la famille FayeSall qui, elle, va se reposer dans le sud de la France comme les princes arabes du Moyen Orient. Après la tabaski qui a montré au grand jour les difficultés économiques et sociales des Sénégalais, la faillite de Macky Sall devient évidente. Sa volonté d'instaurer un émirat gazier au Sénégal doit être bloquée. L'avenir du Sénégal est dans la gouvernance démocratique.

Dossier nouveau : Rayer les opposants des listes électorales ! Telle est la stratégie de Macky Sall. Jamais deux sans trois. Après Karim Wade, et Khalifa Sall, c'est Abdoul Mbaye qui est visé. Le condamner dans une cour d'appel après une relaxe en première instance à un an de prison avec sursis n'a pour seul objectif que de le rayer des listes électorales et l'empêcher d'être candidat à des postes électifs. La méthode politique de Macky Sall doit être démasquée :

obtenir des condamnations de certains opposants, utiliser le parrainage corrompu pour les autres et la justice pour confisquer le pouvoir. Bientôt ce sera le tour de membres jugés récalcitrants de sa majorité factice. Telle est la stratégie de Macky Sall pour foncer vers l'émirat gazier. Les sorties publiques de son fils qu'il organise participent de cette stratégie.

Or je le répète, ce qui est déterminant dans le développement économique et social des peuples, c'est le capital social, les institutions et les règles qui les régissent. Macky Sall en cherchant à changer la nature de l'Etat en émirat va nous plonger dans la malédiction du pétrole. Les dérapages de la police et les arrestations tous azimuts sont des indices d'une volonté de dompter le peuple combattant attaché à la démocratie. C'est pourquoi un dialogue national sur les problèmes du pays avec Macky Sall n'a pas de sens. Sauf à vouloir recruter des opposants dans son projet d'émirat en leur proposant pour un temps des postes de Vice-président, Président d'institutions et autres ministres. Ce qu'il faut, ce sont les assises de la gouvernance démocratique».

«OPÉRATION TABASCRISE 2019» DANS LE «MACKY»

Comment les «officiers» Bâ et Boye ont sauvé le régiment de Dakar d'une humiliation certaine?

Les militants du parti présidentiel et autres populations de la capitale ont fait face, impuissants, à l'ingratitude de présidents d'institutions budgétivores, ministres, directeurs, Pca, députés et autres gâtés du régime, qui, nommés ou «élus» par le Chef de l'Etat, ont catégoriquement refusé de voler au secours des nécessiteux. On se dirigeait tout droit vers le poteau pour être exécutés comme des bêtes... Mais fort heureusement que le directeur général de la caisse de dépôts et de consignations et le directeur national des domaines ont sorti la grosse artillerie pour faire dans l'assistance, la solidarité et le partage, parfois en leur nom propre, parfois au nom de Macky Sall en sa double casquette de président de la République et de l'Apr.



Cheikh Bâ distribuant des «kits ndogou»



Mame Boye partageant avec les étudiants

D'une capitulation, d'une humiliation, d'une honte? L'on ne sait pas trop exactement à quelle expression se fier, mais deux grands commis de l'Etat, à savoir Cheikh Ahmet Tidiane Bâ et Mame Boye Diao, ont sauvé bien des indigents, nécessiteux et «goorgoorlous» d'un certain éventuel revers. L'on ignore ce qui les lie mais ils partagent beaucoup de valeurs sociales et traditionnelles. Si ces deux fortes têtes n'étaient pas là, ça allait être pire, catastrophique. Dans les réseaux sociaux, certains militants n'ont pas manqué de tirer à boulets rouges sur la majeure partie des pontes du régime. En effet, en pleine période de fête, ils ont choisi de fuir les militants pour se barricader, loin des sollicitations et doléances. «Ce qui est contraire aux recommandations habituelles du président Sall qui les a mis dans des postes de responsabilités et des fonctions prestigieuses et qui leur a toujours demandé de s'ouvrir à la base et d'être moins arrogant et plus accessible», déplore t-on. Ils ont pour la plupart fermé leurs portables et les militants étaient abandonnés à leur propre sort dans une ville où l'on compte nombre de ministres, directeurs, Pca, maires, affairistes qui vivent de marchés d'Etat, députés, chargés de mission, ambassadeurs... Même une certaine presse a déploré le manque de solidarité et le refus d'assistance des autorités aux moins nantis. A se fier à des témoignages et

indiscrétions, «boudoul woon Cheikh Bâ et Mame Boye mou gnaaw». Non seulement, dit-on, ils étaient accessibles mai ils appelaient eux-mêmes et répondaient positivement à l'essentiel des sollicitations et attentes. Ils invitaient les uns et les autres à passer prendre ou à faire de telle sorte à encaisser. Ils appelaient et allaient vers les gens, laissant leurs portables ouverts». Dans les principaux quartiers de Dakar et principalement à la Médina, l'on continue de commenter encore et d'apprécier surtout l'élan de solidarité de l'ex-dg des impôts et domaines. «Voilà quelqu'un ouvert et généreux qui travaille ardemment pour le président, qui ne triche pas avec ce dernier, qui remet l'essentiel de ses émoluments et privilèges à la base militante et à la population», reconnaissent des dakarois. A travers ses deux structures de développement et de solidarité (Proxim, Catb), plusieurs centaines de sénégalais ont été secourus lors de cette grande fête et ce, jusque même hors de la capitale dakaroise. Seulement, l'on rappelle que ce n'est pas seulement lors de la Tabaski qu'il s'est illustré de la sorte. Ce fut ainsi lors de la Korité. A chaque fois que l'occasion se présente, que l'on a besoin de lui, «Cheikh est toujours là, bien présent à côté de la population. Il ne regarde les moyens qu'ont ses autres collègues politiciens ou qui a fait et qui n'a pas fait, il aime partager et n'attend personne. C'était l'un des pontes les plus accessibles à la veille de la

fête. On ne sait pas ce qu'il ambitionne politiquement mais quand il voudra, nous allons tous nous mobiliser derrière lui».

Cet esprit de partage, Cheikh Bâ l'a avec Mame Boye Diao comme dénominateur commun. En effet, le directeur des domaines, outre ses parents, amis, militants et connaissances de son fief du «Fouladou» a beaucoup contribué à l'épanouissement des dakarois lors de la Tabaski. L'on apprend qu'il a cassé sa tirelire pour aider des populations de la capitale à passer une bonne fête, quand nombreux de ses collègues politiciens avaient fermé portable, fui bureau et disparu dans la nature. Selon des témoignages, Mame Boye aura surtout volé au secours des familles à faible revenu.

«Ses amis, parents et militants le savent car il ne ferme jamais sa porte ni n'éteint son téléphone. Il est toujours disponible et généreux contrairement à certains responsables de l'APR qui, à l'approche de la Tabaski sont inscrits aux abonnés absents pour ne pas répondre aux multiples sollicitations de leurs amis, parents, militants et militantes», reconnaît un jeune à travers un article de presse. «En tous les cas, la plupart des grands responsables du parti présidentiel se sont «bunkérisés» ces derniers temps car ils savent qu'ils feront l'objet de sollicitations. Les moutons coûtent si chers que s'ils n'obtiennent pas de l'aide, beaucoup de Sénégalais risquent de ne pas en acquérir,

une honte pour les familles qui se trouvent dans ce cas. Mais contrairement à tous ces «mauvais responsables», Mame Boye Diao reste ouvert et accessible», a-t-on lu dans un site d'informations générales qui renseigne que ce dernier a organisé à la veille de la Tabaski, une grande cérémonie de distribution de moutons et quelques aides financières aux familles vulnérables qui vivent dans son fief, Kolda. «Pour l'occasion, il a mis à la disposition des familles pas moins de 150 moutons et une enveloppe de 10 millions en guise d'aides financières. La cérémonie s'est déroulée au quartier Bouna Kane de la commune de Kolda et les habitants ne tarissent pas d'éloges pour ce fils du terroir qui n'oublie pas son devoir d'assistance et d'appui aux siens», relate Dakarposte qui s'est posé la question à savoir : «Mais, qui sont donc ces responsables qui se terrent, ne prennent plus leur téléphone et se cachent pour entrer chez eux à l'approche de la Tabaski ou préfèrent se rendre à la Mecque pour soi-disant sacrifier au rituel du «Hajj»?». En attendant, les dakarois et autres gens de l'intérieur ont du mal à se relever de ce coup dur infligé à eux par des responsables politiques et affairistes bien gâtés et casés par le président Sall et qui, en retour, refusent de renvoyer l'ascenseur à des militants qui se sacrifient pour l'accession de Macky au pouvoir et leur atterrisage à des postes-clé.

A.DIAO

IPRES- MAUVAISE GESTION ET DÉTOURNEMENT DE 400 MILLIONS

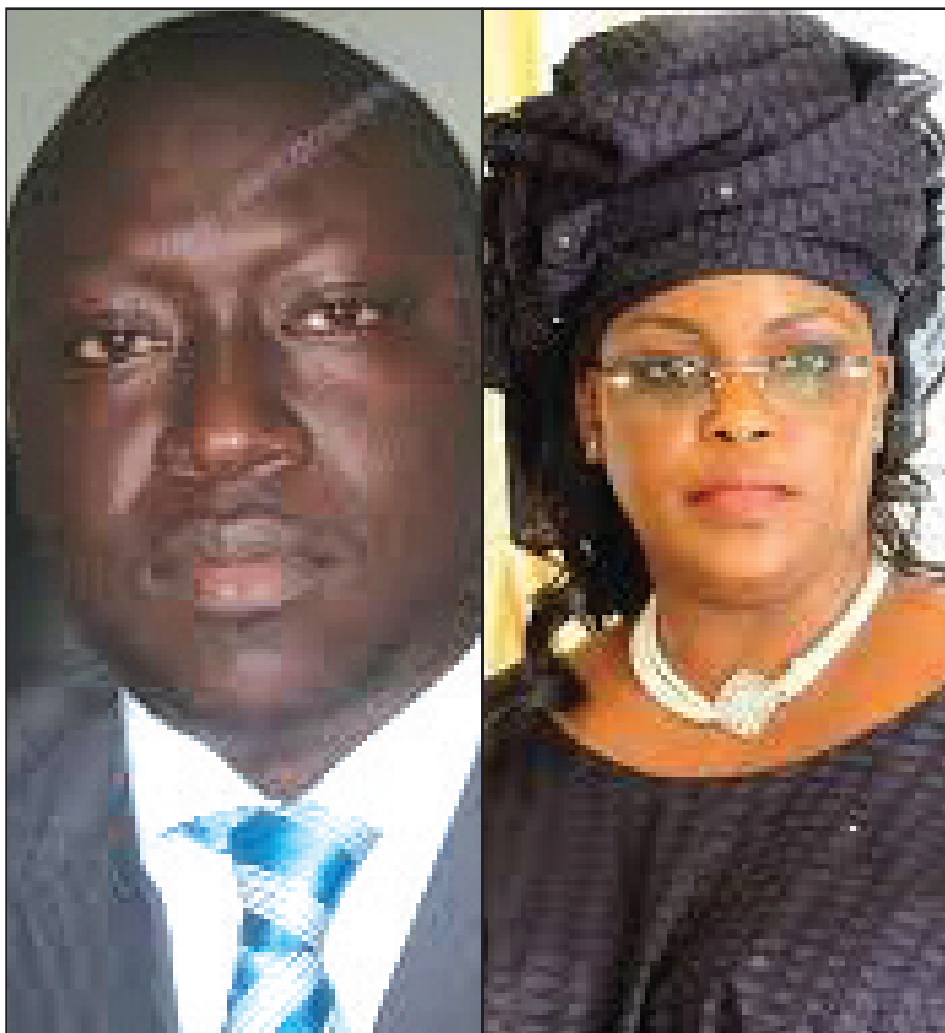
La tête du Dg Mamadou Sy Mbengue mise à prix

La situation est devenue délétère à l'Institut de Prévoyance des Retraités du Sénégal (Ipres) et la tension palpable. La gestion du directeur général est vivement décriée ces derniers temps par plusieurs entités. Le mouvement Leral Askanwi s'en mêle en demandant l'audit de la gestion de la boîte sous le magistère de Mamadou Sy Mbengue dont il engage la responsabilité sur le détournement des 400 millions qui secoue la boîte. Pour Omar Faye, le secret du directeur général qui bénéficie d'une impunité serait à chercher dans ses rapports familiaux et solides avec le couple présidentiel qui chercherait à le protéger par tous les moyens.

Le mouvement Leral Askanwi est entré dans la danse suite au concert de désapprobation et de dénonciation des méthodes de gestion en cours à l'Ipres. La structure présidée par Omar Faye demande l'audit de la gestion du directeur général. Un détournement de 400 millions secoue présentement la boîte. Il s'agirait de fonds tirés des recettes du restaurant du personnel. A ce propos, le mouvement est formel et «convaincu que le détournement de 400 millions décelé récemment relève de la responsabilité du directeur général». «Cela constitue une faute lourde. Les explications données par le directeur général ne sont que pure diversion après l'échec de la tentative d'étouffement de ce scandale». D'ailleurs, renchérit le communiqué, «le bon sens appelle qu'il tire les conséquences de cette situation en rendant sa démission». Leral askanwi considère, par ailleurs, que cette situation n'est que l'expression d'un manque

de hauteur du Dg Sy Mbengue. Et s'il en est ainsi, trouve-t-il, c'est parce que ce dernier est placé sous l'aile protectrice du couple présidentiel pour diriger cette grosse boîte. «Mamadou Sy Mbengue use et abuse de ses relations poussées et solides avec le couple présidentiel notamment la première dame Marème Faye. Les deux sont liés par des relations de belle parenté. Ce qui explique toute cette impunité et cette indifférence qui frisent la complicité». Le mouvement relève que c'est pour la première fois au Sénégal qu'une marche a été eue par les retraités pour dénoncer leurs conditions de vie inadmissibles.

«Il est donc surprenant et incompréhensible que pendant que les retraités vivent des situations difficiles, la boîte baigne dans une bamboula sans précédent au point de se permettre des dépenses à coup de centaines millions pour la restauration du personnel de la boîte. L'abus évoqué



dans cette affaire par le directeur général révèle d'un simple manque de rigueur de sa part. Un manque de rigueur qui vient s'ajouter à la gabegie et au népotisme érigés en règle depuis sa nomination», déplore-t-on. Au vu de la situation de détresse subie par l'Ipres, ses employés et ses

cadres, Omar Faye et Compagnie exigent le départ du directeur général et demandent l'envoi des corps de contrôle pour faire le bilan de sa gestion que certains observateurs qualifient de catastrophique.

Abdou DIAO

IPRES

Le malaise Mamadou Sy Mbengue



Comme l'a relaté «Le témoin», les retraités du Sénégal s'apprêtent à organiser une marche pour réclamer le départ de Mamadou Sy Mbengue de la direction générale de l'Institut de prévoyance retraite du Sénégal (Ipres). A vrai dire, rien ne va plus à l'Ipres depuis plusieurs mois. Le malaise est réel et palpable. La preuve ? Pour la première fois, ces derniers temps, des retraités du Nord ont peiné à recevoir leurs pensions qui leurs étaient envoyées normalement par La Poste. Pendant ce temps, le scandale des tickets restaurants a vampirisé l'ambiance au sein même de l'institution dont le compte, logé à la Sgbs, a récemment fait l'objet d'une saisie-attribution pour une «modique» créance de 8 millions

de Fcfa. Cette fraude chiffrée, à plusieurs millions de Fcfa, n'a donné lieu à aucune sanction administrative. Mamadou Sy Mbengue s'est limité à annoncer un audit et le dépôt d'une plainte à la Dic. Or, à moins d'une plainte très récente, aucune procédure n'était pendante devant la police judiciaire au moment de l'annonce. Pourtant le scandale a été éventé depuis au moins un an environ.

Le plus grave est que le seul argument que Mamadou Sy Mbengue oppose à ses détracteurs c'est sa proximité supposée avec la Première dame, Marième Sall. En attendant, l'Ipres continue de basculer vers les abîmes...

(Dakaractu)

SENELEC**Surfacturer pour combler le déficit ?**

Durant la crise de l'énergie, 159 000 factures de la SENELEC sur 720 000 avaient des anomalies.

La SENELEC se porte mal et les populations commencent déjà à décrier la cherté de leurs dernières factures reçues tardivement. En plus de cela, les populations disent qu'elles ont été privées d'électricité après avoir payé leurs factures par Orange Money. On leur dit qu'une annonce a été faite dans ce sens pour dire aux clients de ne pas payer par Orange Money, car il y a un « différé » entre la SENELEC et Orange. Un bon de coupure en plus de la facture déjà payée ? Amateurisme à tous les niveaux au Sénégal !

Selon le FMI, à la date du 31 août 2018, la dette de la SENELEC était de 223 milliards FCFA dont 70 milliards de FCFA déjà dans le budget 2018, 28 milliards de FCFA sous la forme d'un appui budgétaire de la Banque mondiale et une lettre de garantie permettant à la SENELEC de lever 125 milliards de FCFA sur le marché, qui sera couverts par un plan de remboursement aux banques sur 5 ans à compter de 2019.

En plus de cela, dans les livres de la SENELEC, on voit clairement que la dette

s'est accrue de manière démesurée. La dette due aux banques locales et à la banque indienne s'est accrue de plus de 75 milliards de FCFA et les recettes n'ont pas suivi. Restructuration ou Surfacturation pour combler le déficit ?

On se rappelle tous de la situation de la SENELEC durant la crise de l'énergie sous le président Wade. Il y avait beaucoup d'irrégularités et chacun pointait l'autre du doigt. Les prix avaient augmenté et les factures étaient trop chères malgré les délestages. Cela avait suscité la marche des Imams contre les factures trop élevées. Faute de combustible, la SENELEC était obligée de multiplier les délestages et d'alimenter par zone. Malgré une mauvaise distribution, le prix avait augmenté de presque 20 % et certains consommateurs avaient reçu deux factures durant la même période. Les Imams ont donc décidé de faire une marche pour décrier la cherté de la vie et surtout des factures de courant.

Le pire est que c'était les imams de la banlieue qui avait commencé cette marche. Où était les imams des quartiers dits résidentiels de Dakar ? Les inégalités sociales ont toujours existé au Sénégal et rien n'a été mis en place pour combattre cela. Les riches deviennent plus riches et

les pauvres deviennent plus pauvres. Les populations de la banlieue ne peuvent pas se permettre de payer des factures chères avec les maigres revenus dont ils disposent.

Les autres problèmes majeurs sont la corruption et les subventions gouvernementales. Cette accumulation des subventions impayées de l'Etat avait affaibli la situation financière de la SAR et cela l'obligeait à absorber une partie de la différence entre l'achat du pétrole au prix du marché mondial sur le marché et la vente de gaz et de produits pétroliers raffinés aux clients nationaux, à des prix nettement inférieurs, qui sont fixés par le gouvernement.

Quoi qu'il en soit, le Sénégalais lambda ne doit pas être responsable de la situation de la SENELEC et l'Etat doit prendre ses responsabilités et la SENELEC doit restructurer à l'interne et arrêter de faire payer aux clients son amateurisme.

Il faut encore rappeler que presque 50 % de la population travaille dans le secteur informel avec un revenu annuel net d'environ 500 000 FCFA, soit 42 000 FCFA par mois. Dans le secteur formel, on note de plus en plus de CDD (contrats à Durée déterminée), l'intérim, et le travail à temps partiel, qui touche tous les secteurs et

tous les Sénégalais.

Le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) est de 317,313 FCFA par heure, soit près de 50 770 FCFA par mois à compter du 1er janvier 2019 et de 333,808 FCFA par heure, soit près de 53 409 FCFA à partir du 1er décembre 2019. Selon l'ANSD, le salaire moyen mensuel est estimé à 96 206 FCFA. Il est de 107 074 FCFA pour les hommes contre 68 078 FCFA pour les femmes. Il varie aussi en fonction du milieu de résidence. Un salarié en milieu urbain gagne en moyenne 104 869 FCFA contre 75 564 FCFA en milieu rural. La proportion de salariés qui ont un salaire mensuel supérieur ou égal à 111 000 FCFA est estimée à 26,6 %. Par ailleurs, le salaire médian est de 54 000 FCFA et 30,4 % ont gagné moins de 37 000 FCFA par mois. Le taux de chômage des personnes âgées de 15 ans ou plus est estimé à 15,7 %. Il est légèrement plus élevé en milieu urbain où 18,6 % de la population active est au chômage contre 13,1 % en zone rurale.

« D'autres avant moi ont dit, d'autres après moi diront à quel point s'est élargi le fossé entre les peuples nantis et ceux qui n'aspirent qu'à manger à leur faim, boire à leur soif, survivre et conserver leur dignité. Mais nul n'imaginera à quel point le grain du pauvre a nourri chez nous la vache du riche » Thomas Sankara.

Le cancer de l'Université sénégalaise

Parler de l'Université et de ses problèmes est souvent tabou au Sénégal. Les personnes qui sont les mieux placées pour en parler sont soit des enseignants soit des docteurs ou doctorants en attente d'être recrutés. Dans tous les cas, elles se sentent très mal à l'aise pour dénoncer ou fustiger. C'est une triste réalité car les premiers ne souhaitent pas se mettre à dos les puissants syndicats des universitaires, les seconds risquent de se condamner ou de se retrouver dans la ligne de mire. Voilà les principales raisons qui expliquent le silence assourdissant face aux injustices et aux difficultés dans le monde universitaire sénégalais. L'un des premiers problèmes est la question du recrutement. L'Université ne fait pas de distinction entre les nationaux et les étrangers. Et ceci n'est pas normal. Dans la plupart des pays responsables les nationaux sont préférés surtout dans les domaines où il existe des profils capables de faire le travail. En France, il y a le CNU et tout est bien organisé pour que les intellectuels français soient les premiers bénéficiaires. Les sénégalais n'ont qu'un seul pays et ce n'est pas normal que des postes importants soient attribués à des étrangers alors que des nationaux qui ont le même niveau se tournent les pouces. D'ailleurs, il n'y a que les gens bien casés qui défendent la position contrairement comme le Pr Mary Teuw Niane de l'UGB.

Le second problème et le plus grave encore est celui du « parrainage ». Certes, tout le monde n'est pas concerné mais dans beaucoup de départements (principalement à l'UCAD) si vous n'êtes pas le « protégé » de quelqu'un, on vous barre la route. À plusieurs reprises, il y a des plaintes auprès du recteur, des scandales répétitifs mais le mal demeure. Ce problème est endémique, le Pr Cheich

Anta Diop (et tant d'autres encore) avait connu la même chose des années durant. C'est inacceptable. Les services de l'État et les responsables de l'Universités doivent être plus regardants sur ce qui se passe dans certains Départements. Nous sommes tous des sénégalais et nous devons avoir les mêmes droits, les mêmes chances. Si on prend le cas de l'UVS, le népotisme (ou le régionalisme) y est tellement flagrant... tout le monde le sait et personne n'ose parler.

Par rapport au troisième point, nous pouvons souligner le manque d'équilibre en ce qui concerne les facultés (ou Départements). Il y a une vraie politique de deux poids deux mesures. Certaines disciplines sont reléguées au second plan malgré une demande très forte. Ceci est peut-être la faute des dirigeants de certains départements ou la preuve d'un manque de volonté de la part des autorités étatiques. Il existe des disciplines qui sont présentes dans toutes les Universités alors que d'autres sont tombées aux oubliettes. Prenons le cas de la Philosophie. Cela fait une quinzaine d'années que le pays est en manque de professeurs. Aujourd'hui, ce sont des sociologues et autres qui sont recrutés en masse dans les lycées pour résoudre cette carence. À l'Université, le Département de philosophie est débordé. Il n'y a pas assez d'enseignants et le nombre d'étudiants augmentent d'années en d'années. Que se passe-t-il ? Depuis les indépendances, il n'y a qu'un seul Département ; même les nouvelles disciplines récemment créées sont présentes dans presque toutes les nouvelles universités. Chaque année l'État promet la création d'un nouveau Département mais le projet traîne (s'il y a projet !).

Dr Malao Kanté

Le Sénégal ou le déni d'Etat en continu

Le drame survenu à Bignona ce week-end avec l'accident d'un bus de transport public, au-delà du lourd bilan en pertes humaines (5 morts, 65 blessés dont 35 toujours dans un état critique), remet à nu la faillite de l'État du Sénégal dans les secteurs où il est le plus attendu (éducation, sécurité, chômage, réduction de la pauvreté et, en l'espèce, santé publique). L'accident a eu lieu le samedi 17 août au matin à hauteur du village de Badiouré. Les premiers secours ont constaté deux morts sur le coup et ont transporté les blessés vers Bignona, chef-lieu du département, qui ne dispose que d'un seul et unique centre de santé dont la capacité d'accueil est quasi nulle : il ne dispose pas de service de radiologie, ni d'IRM. Ce qui fait office de « bloc opératoire » n'a jamais fonctionné depuis son ouverture parce que simplement l'État ne parvient pas à trouver un chirurgien à y affecter.

Pire, il n'a pas été pourvu à la suppléance du médecin-chef, absent depuis plusieurs semaines pour raison de pèlerinage à la Mecque. Sur place, les blessés sont installés dans les couloirs à même le sol. Deux autres d'entre eux perdront la vie dans ces conditions, absence de prise en charge autre que celle des sapeurs-pompiers vaillants mais désarmés.

Les 66 blessés restants ont ainsi été acheminés vers Ziguinchor, capitale régionale dotée d'un hôpital qui ne l'est que de nom : faible capacité d'accueil, bloc opératoire fermé depuis plus d'un mois pour cause de fuite d'eau. Aujourd'hui à Ziguinchor, face à l'état comateux de l'hôpital régional et en l'absence de structures privées disposant d'un plateau médical, pour une intervention chirurgicale les patients doivent s'inscrire sur la longue liste d'attente de l'« Hôpital de paix ». Entre temps, beaucoup souffrent et meurent stoïquement chez eux. C'est dans cet hôpital régional de Ziguin-

chor qu'un cinquième blessé succombera et 65 autres galèrent toujours en ce moment. Au moment où je rédige ces lignes, j'apprends avec tristesse qu'une énième tragédie routière vient de se produire sur l'axe Kaolack-Mbour avec déjà 7 victimes (bilan provisoire). Mes pensées et mes prières à toutes ces victimes, aux blessés et à leurs familles. Ce tableau est celui du Sénégal de la Santé, de TOUT le Sénégal. Aucune région n'est épargnée par la faiblesse, voire quelquefois l'inexistence de plateau médical adéquat, de personnel médical en nombre suffisant.

Pas même la Capitale, Dakar ! Bien sûr, pour nos gouvernants (ou gouverneurs de...), la priorité ce n'est pas d'éduquer, de soigner et de garantir le bien-être des Sénégalais, non ! Leurs priorités sont orientées vers des investissements de prestige ne répondant à aucune urgence nationale, prétextes pour enrichir des pays et entreprises étrangers sur fond de surfacturation et autres commissions occultes.

Leur coup de grâce au peuple, c'est le vol éhonté des ressources pétrolières, gazières, minières, halieutiques, foncières... par le truchement du clan dirigeant. Le plus dramatique est qu'une partie de ce peuple a fini par considérer que tout ce qui se passe dans ce pays est normal, si ça ne relève tout bonnement de la fameuse « volonté divine ». C'est sans doute la raison de l'assurance du gouvernement qui, malgré une situation sécuritaire, économique, sociale, pluviométrique et humanitaire des plus délétère et les scandales à répétition, trouve du temps pour la villégiature : le premier flic du pays est avec les lions à Fathala et le « lion » lui dort à ... Biarritz. Allez demander au paysan inquiet de la tournure de l'hivernage 2019 où se trouve Biarritz !

Ousmane SONKO, Président du parti PASTEF – Les Patriotes

HOMMAGE À MAME BIRAME DIOUF

Nous reconduisons cette contribution publiée hier dans nos colonnes à cause d'une méprise. A la place du défunt Mame Birame Diouf, le concerné, nous avons mis la photo de Mame Birame Diouf ancien ministre. Toutes nos excuses aux familles des deux Mame Birame et à nos lecteurs.

En cette veille de Tabaski 2019, Mame Birame Diouf nous a quittés sur la pointe des pieds, pour aller rejoindre dans l'au-delà, quelques uns des amis de sa génération, avec qui il a partagé les heures de gloire du mouvement étudiant de Dakar des années «1977» (Lamine Diagne, Babacar Sakho, Mansour Ndiaye, entre autres).

Malgré les occupations nombreuses liées à la fête de l'Aïd El-Kébir, les Sénégalais sont venus nombreux à la mosquée du Point E où se déroulait la prière mortuaire. Des abords du lieu de culte jusqu'à la piscine olympique et aux ruelles qui joutent le périmètre de la mosquée, des véhicules de toutes sortes se sont garés. Une foule nombreuse, en rangs serrés et compacts a assisté à l'oraison funèbre de notre compatriote qui vient d'être arraché à notre affection.

Ce combattant infatigable de la liberté et de la démocratie a marqué d'une pierre indélébile par son courage et son engagement patriotique, l'histoire de notre peuple en général, et du mouvement étudiant sénégalais en particulier.

Après de brillantes études universitaires à Bordeaux sanctionnées par un diplôme en Economie de l'Entreprise et du Développement, il décida de rentrer au bercail pour mettre son savoir et son savoir-faire au service de son pays.

C'est ainsi qu'il fit ses premières armes à la SODESP (Société de Développement de l'Elevage dans la zone sylvo-pastorale), de Septembre 1980 à février 1981, comme Chef de la Division de l'Ordonnancement. A l'époque, il faut le rappeler, la SODESP était sous tutelle du Ministère du Développement Rural et était conjointement financée par l'USAID, le FED et l'Etat Sénégalais.

A la disparition de la SODESP, Mame Birame fut recruté en qualité de chef

de Division Administrative et Financière d'un projet basé à Kaffrine, PARCE (Projet d'Aménagement et de Reboisement des Forêts du Centre Est), dans la période du mois d'Octobre 1981 à Avril 1984.

A la fin de sa mission, un autre projet de la Direction du Développement communautaire du Ministère du Développement Social, sollicite son expertise comme responsable de l'Administration et des Finances du « Projet des Petits Projets Ruraux », qui était financé, par la Banque Mondiale et l'Etat du Sénégal dans la période du mois d'Avril 1984 à Mai 1988. Après son passage dans les projets, le CRDI (Centre de Recherche pour le Développement International /Canada), à la suite à un appel d'offre à candidature, porta son choix sur l'expert consultant en économie, pour assumer les fonctions d'Administrateur du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, responsable de l'Administration Générale et de la Gestion du Personnel, de Mai 1988 à Juillet 1989.

Après cet épisode dans son parcours professionnel, Mame Birame Diouf, prit la décision d'ouvrir son propre Cabinet en qualité de Consultant Indépendant, (de Novembre 1989 à Mai 2004).

Mais à partir de Mai 2004, il reprit du service chez les mutualistes qui le sollicitent pour assumer les fonctions de Directeur Général de l'UMECU DEFS (Union des Mutuelles d'épargne et de crédit de l'UNACOIS/DEFS). Cette collaboration s'est poursuivie jusqu'en octobre 2006, où il décida de retourner à son Cabinet pour reprendre ses activités de consultance.

En Mars 2012, intervint la deuxième alternance politique qui a porté au pouvoir le Président Macky Sall et ses alliés de la coalition BBY. C'est ainsi que l'expert consultant qui avait rejoint les rangs de l'AFP entre temps,

fut sollicité par le cabinet du ministre Alioune Sarr en charge du Commerce et des PME et Président de l'ANCP (Alliance Nationale des Cadres Progressistes), Les fonctions de Conseiller Technique lui sont confiées. Lorsque le ministre a changé de département, Mame Birame l'a accompagné au Ministère du Tourisme et des Transports aériens, jusqu'à sa disparition ce vendredi 09 Août 2019.

Voilà brièvement retracé, le parcours professionnel, de ce digne fils du Sine- Saloum, expert avisé et reconnu en Economie de l'Entreprise et du Développement. Mame Birame Diouf, peut être considéré à juste titre, comme l'un des meilleurs de notre génération. Il est incontestablement, un cadre techniquement compétent et un militant politiquement engagé au service de son peuple.

Son parcours politique est tout aussi élogieux que son cursus professionnel. Déjà, sur les bancs de l'Université, il s'était distingué par son courage et son engagement conséquent dans les batailles du mouvement étudiant sénégalais et africain, pour l'amélioration des conditions de vie matérielle et sociale des étudiants et pour la démocratisation de l'espace universitaire. Lors de la grève estudiantine historique de « l'année 1977 » qui a été considérée comme l'une des plus longues et des plus dures de l'histoire du mouvement étudiant sénégalais, il a joué un rôle de premier plan dans la mobilisation comme dans la réorganisation des étudiants.

Mame Birame Diouf a été un militant actif de la LD (Ligue Démocratique) depuis la période de clandestinité. Il fut membre du Comité Central et de la Commission Economique du parti. Au niveau de l'AFP (Alliance des Forces de Progrès) il a occupé d'importantes responsabilités comme membre du Bureau Politique et de



l'ANCP dont il assurait la Présidence de la Commission Economique.

Au niveau des collectivités territoriales, il assumait les fonctions de Président de la Commission Finances du Conseil Départemental de Fouta-Diougne.

Mais Mame Birame Diouf n'était pas que cela. Il était surtout et avant tout un concentré de générosité, un homme pétri de qualités humaines et qui aimait rendre service à son prochain. Il fréquentait beaucoup les Réseaux sociaux, et grâce à sa vaste culture politique et encyclopédique, il apportait des éclairages très utiles sur des faits de société. Il était un membre dynamique du Club Sénégal Emergent (CSE) présidé par Yousoupha Diallodont il était l'un des conseillers les plus avisés.

C'est cet homme multi- dimensionnel que notre pays vient de perdre et dont le parcours professionnel et politique servira de boussole et de repères à la jeune génération. Que la terre de Yoff lui soit légère.

Dakar, le 15 Août 2019
Ousmane BADIANE

Avant de lutter contre l'insalubrité, changez le comportement des Sénégalais !

C'est très noble comme idée de rendre le Sénégal propre ; une longue doléance de l'ensemble des sénégalais. Le Sénégal est un pays dont l'insalubrité accueille les visiteurs dans toutes les grandes villes. On nettoie dans des zones très sales et très encombrées par l'occupation anarchique de la voie publique. En effet, l'idée de prendre des matériels, dispositifs et méthodes pour lutter contre l'insalubrité en collaboration avec l'administration territoriale et les acteurs concernés est une perte de temps notoire et visible avec le temps.

Le problème de l'insalubrité au Sénégal est une question de comportement et d'habitude ; Une question qu'on a avec le bien public et surtout l'espace public appelé communément (MBEDEU BOUR). Le comportement Sénégalais est en déphasage avec la culture de protection du bien public. L'espace public est le lieu de manifestation de toutes les incivilités, l'indiscipline, du «je m'en foutisme» et du l'irrespect du bien public. Avant de nettoyer nos rues et espaces, nettoignons nos comportements et nos habitudes.

Changeons Notre comportement qui tolère le jet des déchets, les crachats, les jets d'ordures partout dans les bus, dans la rue, à l'école, dans les marchés etc. Changeons nos habitudes qui tolèrent le «je m'en foutisme» et de l'occupation anarchique surtout la perception qui tolère l'idée qui dit que : je salis Par ce que quelqu'un est payé pour nettoyer, je salis par ce que je ne trouve pas où mettre les ordures, je salis enfin par ce que je ne risque rien en le faisant.

Dans un pays où la sauvegarde de l'espace public n'est pas l'affaire de tout le monde, il est obligatoire à l'autorité de

mettre des sanctions pécuniaires dissuasives pour imposer le respect de la protection d'un environnement sain. Personne ne peut pas expliquer le vol des couvercles bouches d'égouts ou le vol et la vente des ferrailles du train régional express et tant d'autres, je pense que les priorités sont ailleurs.

Le nouveau type de citoyen NTS devrait être le premier chantier à engager avant de prendre le risque de nettoyer la où le lendemain les vendeurs, tabliers, marchands ambulants et autres commerces s'installeront de nouveau pour chercher la pitance quotidienne. Par ailleurs, on constate des opérations

de désencombrement, ce qui est une bonne chose d'ailleurs, mais au delà de la volonté qu'est ce que l'État a mis en place pour empêcher les récidivistes de revenir s'installer? Qu'est ce que le ministère de l'hygiène publique propose juridiquement comme sanctions pour empêcher les populations de garder les lieux propres et viables ? A ma connaissance, malgré la loi 83.71 du 05 juillet 1983 portant le code de l'hygiène, rien n'a empêchée les Sénégalais de continuer dans leur démarche qui est tout sauf civilisé.

Nasire NDOMÉ

MERCATO

Après des débuts délicats, Jovic pourrait déjà quitter le Real !

Auteur de premiers pas discrets, l'attaquant du Real Madrid Luka Jovic n'a pas convaincu Zinédine Zidane durant la tournée de pré-saison. Peu utilisé pour le moment, le Serbe pourrait déjà plier bagage, le temps d'un prêt. Un traitement surprenant pour un joueur recruté à prix d'or.



En inscrivant 27 buts en 48 matchs, dont 10 dans la seule Ligue Europa, Luka Jovic s'est forgé une solide réputation la saison dernière avec l'Eintracht Francfort. Prêté par Benfica, l'attaquant serbe a démontré tout son potentiel et séduit l'Europe entière. Rapidement, le Real Madrid a flairé le bon coup et assuré ses arrières, en recrutant le joueur de 21 ans contre 60 millions d'euros cet été. Mais si l'affaire a vite été réglée, la recrue

merengue peine pour le moment à s'adapter et à prendre ses marques au sein de la Maison Blanche. Des débuts difficiles qui pourraient précipiter son départ en prêt, avant même la fin de l'été...

DES PREMIERS PAS RATÉS

Au contraire d'une autre révélation, João Félix avec l'Atletico Madrid, Jovic ne séduit pas grand monde en Espagne pour le moment. Réputé pour ses talents de finisseur et son aspect tueur face au but adverse, le Madrilène n'a toujours pas marqué avec sa nouvelle équipe. Durant la préparation estivale, il a pâti des mauvaises performances collectives et n'a donc forcément pas réussi à se mettre en évidence. Au point de décevoir l'entraîneur Zinédine Zidane, qui ne voit pas en lui, à l'heure actuelle du moins, un concurrent crédible pour le titulaire indiscutable Karim Benzema. L'hypothèse d'un départ est donc étudiée par les Merengue, sous la forme d'un prêt.

UN PRÊT AU MILAN AC ?

Consciente que sa recrue semble encore tendre pour briller au plus haut niveau, la direction merengue pourrait limiter les dégâts et envoyer Jovic loin de ses bases tout au long de la saison, pour que ce dernier retrouve la confiance et son instinct de buteur, mais aussi pour qu'il continue de s'aguerrir. Une séduisante porte de sortie s'ouvrirait même pour l'ancien de Francfort. D'après La Gazzetta dello Sport, le Real Madrid aurait proposé les services de son attaquant au Milan AC, qui se cherche un nouvel attaquant pour faire souffler Krzysztof Piatek, et ciblait déjà un autre Merengue, Mariano Diaz. Affaire à suivre, mais les négociations auraient de bonnes chances d'aboutir si le club rossonero décidait d'accélérer. Malgré tout, un tel traitement reste surprenant pour un joueur recruté à un tel prix !

Source: Maxifoot

Real : bonne nouvelle pour Hazard

Eden Hazard (28 ans) devrait faire son retour à la compétition plus tôt que prévu. Touché à la cuisse gauche et absent lors de la 1ère journée de Liga contre le Celta Vigo (3-1), l'ailier belge devait retrouver la compétition contre Levante, le 14 septembre. Mais sa récupération est plus rapide que prévu. D'après Marca, l'ancien joueur de Chelsea sera finalement opérationnel pour le déplacement à Villarreal, le 31 août, à l'occasion de la 3e journée de Liga. Si tout se passe bien, Hazard pourra donc faire ses grands débuts en match officiel avec le Real dans onze jours.

Monaco : Mariano, le Real a refusé 30 M€

A la recherche d'un avant-centre pour remplacer Radamel Falcao, sur le départ pour Galatasaray, l'AS Monaco pensait sérieusement à l'attaquant du Real Madrid Mariano Diaz (26 ans). Selon les informations de La Gazzetta Dello Sport ce mardi, le club de la Principauté a réalisé une offre de 30 millions d'euros pour l'ancien Lyonnais. Une proposition refusée par la Maison Blanche, qui attend un chèque plus important pour vendre son buteur. Du coup, l'ASM devrait se consoler avec le buteur de Leicester Islam Slimani (31 ans), qui va rejoindre l'ac-

tuel 20e de Ligue 1 dans le cadre d'un prêt. L'international algérien sera ainsi associé à la nouvelle recrue monégasque, Wissam Ben Yedder (29 ans, 1 match en L1 cette saison).

Fiorentina : Ribéry, visite médicale demain ?

L'arrivée de Franck Ribéry (36 ans) à la Fiorentina se précise ! Les discussions entre les deux parties ces dernières heures ont été fructueuses et le journaliste italien Gianluca Di Marzio annonce qu'il ne reste plus que quelques détails à régler pour finaliser la venue de l'ailier français, libre depuis la fin de son contrat avec le Bayern Munich, au sein de la Viola. En cas d'accord dans la journée, Ribéry pourrait débarquer à Florence mercredi afin de passer sa visite médicale et signer un contrat de deux ans, assorti d'un salaire annuel de 4 millions d'euros net et de divers bonus liés aux performances du joueur.

Monaco : visite médicale pour Slimani !

La piste Islam Slimani (31 ans) à Monaco prend du poids. Evoquée par France Football ce mardi, l'arrivée de l'attaquant de Leicester sur le Rocher est confirmée par Nice-Matin. Le journal régional précise que l'international algérien est actuellement en train de passer sa vi-

site médicale avant de s'engager avec l'ASM pour un prêt d'une saison.

Reste à savoir si l'arrivée du Fennec va mettre fin à la piste Mariano Diaz (Real Madrid), annoncé proche de Monaco par la presse espagnole ces dernières heures.

Barça : Dembélé, son agent éteint la polémique

Victime d'une déchirure au niveau du biceps fémoral de la cuisse gauche, l'ailier Ousmane Dembélé (22 ans, 1 match en Liga cette saison) manquera les 5 prochaines semaines de compétition avec le FC Barcelone. Ce mardi, une polémique a été lancée par les médias catalans avec un voyage privé du Français au Sénégal ce week-end au lieu de réaliser des tests médicaux pour définir la gravité de sa blessure. Une version démentie par son agent.

"C'est faux. Il ne s'est pas rendu au Sénégal, il était à Rennes, chez sa mère, je peux l'assurer à 100%. A la fin de la partie, il pensait qu'il était simplement victime de crampes", a commenté Moussa Sissoko pour justifier le comportement de Dembélé.

En attendant, ce problème physique va encore freiner l'ancien Rennais...

"L'ÂGE, LA MÈNE, LE JEU INTÉRIEUR..."

Ce qu'il faut changer chez les Lionnes du basket

Depuis le sacre de 2015, l'équipe du Sénégal de basket féminin n'arrive plus à monter sur le plus haute marche du podium de l'Afrobasket. Les Lionnes ont été battues à deux reprises, en finale de l'Afrobasket, par le Nigeria : au Mali, en 2017 et à Dakar, cette année. Des techniciens expliquent les manquements des protégées de Cheikh Sarr et tirent des perspectives pour la prochaine échéance continentale.

Libasse Faye, coach Uso : "Tous les secteurs sont à améliorer"

Selon le coach de l'équipe masculine de l'Union sportive de Ouakam (Uso) Libasse Faye, la préparation des Lionnes a fait défaut. "Nous avons un coach qui aime les challenges. Mais le temps de préparation était très court, pas assez pour des ambitions très élevées. On avait l'impression que l'équipe n'était pas au top de leur condition physique. Même les cadres du groupe n'ont pas eu le temps jeu qu'il fallait à cause de ça", remarque-t-il.

Pour coach Libasse, l'équipe doit se renouveler dans tous les secteurs. "Une équipe ne peut pas être renouvelée du tic au tac, d'autant plus que ce qui est valable pour les garçons ne l'est pas pour les filles, analyse-t-il. Chez les garçons, il y a un potentiel énorme. Mais il faut reconnaître que cette équipe doit être améliorée dans les secteurs".

Malick Bachir Diop, coach Ugb : "L'âge, la mène, le jeu intérieur..."

Pour Malick Bachir Diop, entraîneur de l'Université Gaston Berger (Ugb), l'âge avancé des filles a influé sur la performance de l'équipe. "On a misé trop sur les anciennes, alors qu'on sait qu'un championnat d'Afrique de basket, à partir des quarts de finale, les matches s'enchainent. Il fallait donc avoir le maximum de jeunes possible dans l'équipe", dit-il. "On a de l'adresse à l'extérieur, mais on n'a pas de jeu intérieur très fort, note-il. Tous les paniers étaient pratiquement marqués par les joueuses extérieures. A part ça, il n'y a pas eu un jeu intérieur qui nous valait 15 points par match. Il nous fallait aussi des meneuses et des arrières très fortes. Dans le championnat local, il y a de très bonnes jeunes meneuses et arrières."